

RASSEMBLER A GAUCHE

Comité de rédaction:

- Cyrille-Robert Broux, militant des Verts
- Amaury Couderc, militant socialiste progressiste
- Michelle Dospital militante associative
- Robert Duguet, militant du Mouvement des Citoyens
- Bernard Fischer, militant associatif
- Michel Galin, militant socialiste progressiste
- Vincent Huet, militant de la LCR
- Sylvie Mayer, militante du Parti Communiste
- Roland Mérieux militant de la CAP
- Félix Millera
- Xavier Rousselin, militant de la LCR
- Jean Sanchez, militant AREV

Directeur de publication:
Jacques Adrien, militant socialiste progressiste

Commission paritaire des Publications et Agences
de Presse numéro 11077

RAG: Amaury Couderc,
le Clos, Boissy-Sous-Saint-Yon 91790
tel.: 01.64.91.32.75

N° 77 novembre 1996
5è année de parution

RASSEMBLER A GAUCHE

BULLETIN DE LIAISON POUR "RASSEMBLER A GAUCHE"

Que l'esprit de Gardanne souffle en Essonne ! Nous nous y emploierons.

L'élection de Gardanne a montré ce que l'on peut faire pour battre la droite et l'extrême droite :

- Se rassembler à gauche, au premier tour déjà, autour d'un(e) candidat(e) ancré(e) dans le mouvement social, le militantisme de proximité et développant des propositions réellement

alternatives aux politiques menées depuis 13 ans.

- Poursuivre au deuxième tour la dynamique du premier tour en entraînant toute la gauche.

Alors des abstentionnistes des quartiers populaires retrouvent le chemin des urnes, le Front National recule et la Gauche gagne.

Cette dynamique est prometteuse pour sortir de la crise et construire l'alternative progressiste dont tout le monde a besoin.

Que l'esprit de Gardanne souffle en Essonne ! Nous nous y emploierons.

Texte signé par :

Jacques Adrien - Cyrille-Robert Broux - Amaury Couderc - Michelle Dospital - Robert Duguet - Bernard Fischer - Michel Galin - Vincent Huet - Jean Sanchez

"RASSEMBLER A GAUCHE" est le lien entre tous ceux et celles qui font le choix de se rassembler pour rechercher une issue à la crise qui secoue aujourd'hui la gauche.

"RASSEMBLER A GAUCHE" n'est pas une organisation politique formelle, c'est un lieu de débat et d'action ponctuelle. Il rassemble des hommes et des femmes impliqués dans différentes organisations traditionnellement de gauche, mouvements se réclamant de la gauche, écologistes, inorganisés, tous favorables au rassemblement.

Les articles seront signés et n'engageront que leurs auteurs.

♣ ATTENTION

UN GARDANNE PEUT EN CACHER BIEN D'AUTRES !

par Robert Duguet

« Rassembler à Gauche » saluait, sous la signature d'Amaury Couderc, dans le numéro précédent la victoire de Gardanne dans les termes suivants:

« ... c'est pour tous ceux qui veulent ouvrir une issue progressiste à la crise, la certitude qu'il y a un chemin. »

A peine les drapeaux et les banderoles de la campagne électorale étaient-ils au placard, que déjà de savantes manoeuvres se déployaient pour fermer la parenthèse de cette élection aux résultats « regrettables ». « Regrettables » surtout pour une direction socialiste qui n'a tiré aucune leçon des deux septennats mitterrandistes, et qui attend patiemment que la mécanique perverse du vote utile amène naturellement une majorité de députés socialistes à l'Assemblée Nationale en 1998, pour faire, n'en doutons pas, la politique qui avait mené droit à la défaite de juin 1993. A peine donc le matériel de campagne était-il rangé, que la petite musique de Gardanne nous venait cette fois du fond de la Dordogne. La partition était un peu différente, mais tout aussi pleine d'enseignements politiques.

Dans le canton de Bussière-Badil, une élection partielle donnait au premier tour les résultats suivants: face à la droite UDF-RPR qui plafonne à 24%, trois candidats de gauche obtiennent respectivement, 28% pour le PS, 26% pour le MDC et 9,4% pour le PCF. Le candidat du MDC, Marc Robert, avait fait proposition au PCF local, d'être le candidat de rassemblement de la gauche critique. Le PCF a hélas! maintenu son candidat. Le score obtenu par le candidat communiste, 9,4%, est lourd d'enseignement: lors du premier tour de mars 1992, le PCF avait obtenu 12,6%, ce qui signifie une perte sèche de plus de 3%. Si le discours du PCF est en général bien reçu dans la vie politique, en revanche les électeurs attendent que ce parti agisse comme courant de cristallisation d'une alternative. L'électorat de gauche aurait-il une pensée politique si étroite et primaire qu'il faudrait reprendre à son encontre la phrase célèbre de Brecht: « *le peuple n'est pas d'accord avec le comité central, il faut dissoudre le peuple!* » L'électorat est-il à ce point hérétique qu'il pense que là où le PC est en position de force - Gardanne - c'est à lui de rassembler, et là où le MDC, ou une autre formation, est dans la même position, c'est à elle de le faire. En l'occurrence un nombre appréciable d'électeurs s'est détourné du PCF, compte tenu de la stratégie électorale choisie. Mais malgré ce handicap du premier tour, le candidat du MDC remporte l'élection au second tour avec près de 39% des voix, tandis que le PS n'obtient que 35% et la droite 26%. Autrement dit la dynamique unitaire, qui n'a pu s'exprimer au premier tour, s'est faite sur le second grâce au maintien salutaire du candidat du MDC.

Je ne doute pas que ces deux élections, survenues coup sur coup, ne posent un problème très sérieux aux institutionnels de la gauche, et j'englobe dans la gauche .../...

♦ ET SI GARDANNE AVAIT ÉTÉ GAGNÉE LE 17 ?

par Vincent Huet

Nous ne reviendrons pas en détail, dans le cadre de cet article, sur un événement déjà largement commenté.

L'analyse de la victoire de Roger Meï ayant déjà fourni l'occasion à de pitoyables numéros de claquettes dans la presse (et pas seulement dans celle de droite) et à de fort savantes analyses, nous risquerons une hypothèse en essayant de ne pas tomber dans l'un mais sans prétendre à l'autre.

Il ne s'agit certes pas de minimiser le travail des militants qui, sur le terrain, dans l'ensemble de la circonscription ont rendu possible cette victoire, il ne saurait s'agir non plus de balayer d'un revers de main l'implantation d'un candidat communiste dont la légitimité face au parachutage du candidat de la "gauche caviar" ne fait pas de doute... ni d'ailleurs de surestimer le soutien à sa candidature de l'ensemble de la gauche critique. Risquons tout de même l'hypothèse que cette victoire exemplaire à plus d'un titre contre un candidat fasciste doit aussi quelque chose au "climat social", comme disent les médias, à la "remontée des luttes" comme on dit par chez nous.

Ne pas surestimer le soutien des Verts, du MDC, de la CAP, de l'AREV et de la LCR. D'accord mais tout de même ! quel symbole ! et quel camouflet pour ceux qui pensaient il y a peu de temps encore que l'unité contre le FN pouvait s'accommoder de certaines exclusives... d'exclusions confortables. Bien que cela constitue incontestablement une entorse à la nécessité de l'unité de toute la gauche contre le fascisme et le racisme, Gardanne ce fut aussi de ce point de vue les socialistes et radicaux dans le rôle peu enviable de l'arroseur arrosé... A bon entendre.

Mais l'essentiel n'est évidemment pas là. Nous ne boudons pas le plaisir de voir l'unité de la gauche de combat briser les prétentions frontistes, **encore faudra-t-il que l'expérience de Gardanne ne reste pas sans lendemain.** Il y a en effet urgence ! Sans la construction d'un véritable projet alternatif à gauche, d'un débouché politique aux revendications légitimes des salarié(s) de ce pays, sans réponses claires et audacieuses aux grévistes de décembre dernier, de cet automne et de demain, à ceux de Moulinex, de Thomson, aux maîtres-auxiliaires et à tous les précaires de la fonction publique, aux chômeurs jeunes et vieux, avec ou "sans papiers"... sans cela, la victoire de Gardanne n'est rien parce qu'alors les vaincus d'aujourd'hui auront beau jeu d'en proposer une, eux, d'alternative.

Ceux qui n'ont pas compris et ne veulent pas comprendre Gardanne, ceux-là (d'ailleurs mais aussi d'ici) ressortent déjà des placards aux illusions les cartes d'état major de la grande braderie électorale. Echangeriez-vous un baril de circonscription clefs en main contre deux barils de chèques en blanc ? On ne peut pas se réjouir de Gardanne sans en saisir toute la portée fautive de quoi ces réjouissances risquent .../...

Ce bulletin est le votre, aidez nous à le faire vivre.

Associez-vous à notre démarche en participant financièrement.

Nom Adresse n° rue

Prénom Ville Code postal

Je verse la somme de: 100 fr autre

A retourner à A. Couderc, le Clos, 91790 Boissy-sous-Saint-Yon

♣ ATTENTION UN GARDANNE PEUT EN CACHER BIEN D'AUTRES !

suite

institutionnelle les zigzags de Robert Hue et du 29ème congrès. Il y a dans le peuple de gauche, chez les salariés, une volonté de traduire dans les élections une recherche de construction politique nouvelle: comment peut-elle s'inscrire autrement que par une rupture avec la politique portée par la direction du PS? Le journal de la Gauche Socialiste, sous le titre « Unité » saisit la balle au bond au lendemain de Gardanne en expliquant:

"La marmite de Gardanne produit ses effets. Robert Hue : « *Le pôle de radicalité, c'est un concept très dangereux car il fige dans un pôle des formations vis à vis du PS.* » Lionel Jospin: « *Quand le PC dit "Je ne veux pas d'un programme commun de gouvernement", je ne vais pas moi le demander.* »"

Autrement dit la logique de Gardanne milite contre l'unité PC-PS: mais quelle unité et pour quoi faire? Le rassemblement rouge-rose-vert, connoté plus à gauche que moi tu meurs, n'est pas autre chose qu'un blanc-seing délivré à la direction du PS. En revanche les dirigeants de la Gauche Socialiste ont parfaitement bien compris le profit qu'ils pouvaient tirer des hésitations de la direction communiste. Je ne comprends pas cet acharnement à dénoncer « le pôle de radicalité », quand dans les faits des mouvements significatifs dans l'électorat expriment cette recherche nouvelle, qu'on l'appelle « alternative républicaine et progressiste » ou « pôle de radicalité ».

Guy Hermier a totalement raison lorsque dans un article publié par l'Humanité du 25 Octobre, il déclare:

« *Ne gâchons pas la chance par cécité sur les réalités politiques d'aujourd'hui, de faire émerger dans la vie politique française une convergence des forces de sensibilité radicale, dont l'élection législative partielle de Gardanne a montré la pertinence et l'efficacité. Loin de s'opposer à la réalisation d'une entente progressiste nouvelle, elle peut être une condition de son succès, et d'un succès qui ne se traduise pas demain, par une alternance sans alternative.* »

De même que J.P.Chevènement, lors du 3ème congrès du MDC qui vient de se tenir à Saint-Nazaire, peut à juste titre expliquer:

« *Les électeurs ont manifesté une grande intelligence et ont dessiné une perspective neuve (...). Le renfort essentiel est venu avec les gros bataillons de la gauche socialiste et républicaine qui ne voulaient pas de la politique maastrichtienne incarnée par Kouchner.* »

Oui, avec Gardanne, confirmé par la partielle cantonale de Dordogne, nous sommes entrés dans une période politique nouvelle: y compris sur le terrain pourtant miné des élections politiques dans la Vème République, la possibilité existe de travailler à la construction d'une alternative. □

◆ ET SI GARDANNE AVAIT ÉTÉ GAGNÉE LE 17 ?

suite

fort de sombrer corps et bien dans de nouvelles alliances sans contenu et sur de nouveaux lendemains qui déchantent.

Gardanne ne doit pas nous assoupir. Et le slogan qui fleuri déjà : "Créer deux, trois, de nombreux Gardanne", au-delà d'une référence bien sympathique à un barbu cher à nos coeurs ne saurait suffire. Gardanne ne doit pas devenir un yo-yo, **Gardanne, c'est une exigence : celle de l'unité mais aussi celle du contenu et du contrôle.** Une exigence et une leçon, celle qu'au-delà des électeurs et des militants de la dixième circonscription des Bouches-du-Rhône, les artisans et les vainqueurs de Gardanne ce sont aussi les grévistes du 17 octobre. □

♠ LES LEÇONS DE GARDANNE

par Bernard Fischer

Les dimanches 13 et 20 octobre 1996 : premier et deuxième tour des élections législatives partielles de Gardanne. Le test national de Gardanne, ce sont quatre leçons électorales.

Le candidat de la droite, le candidat de la majorité présidentielle, était Favre Aubrespy, député européen villieriste, il n'y avait en fait pas de candidat de la majorité présidentielle, Favre Aubrespy obtenait 15% des voix et arrivait en troisième position derrière Roger Mei, maire et conseiller général PCF de Gardanne, candidat commun du PCF, des verts, du Mouvement Des Citoyens et de la LCR, et derrière le candidat du Front National. Un seul candidat défendait l'Europe de Maastricht, Kouchner, dirigeant national du Parti Radical; Kouchner n'avait aucun lien dans la circonscription, il s'agissait d'un deuxième parachutage après celui de Tapie en 1993, dans une situation dans laquelle les électeurs de la circonscription ne voyaient jamais Tapie après son élection, Jospin soutenait Kouchner à Gardanne contre l'avis des socialistes locaux, lesquels boudaient sa campagne, Kouchner obtenait 14% des voix. Les leçons du premier tour à gauche sont assez simples, et je citerai pour une fois notre ami Amaury Couderc, "ce rassemblement a cassé l'idée que le vote utile au premier tour c'est le vote pour le seul parti socialiste" ("Rassemble à Gauche" numéro 76). Les leçons du deuxième tour sont encore plus simples, le candidat unique de la gauche bat facilement le candidat du Front National.

Les leçons de Gardanne sont plus paradoxales et plus fondamentales. Elles cassent l'idée selon laquelle le rassemblement du premier tour est une condition nécessaire du rassemblement du deuxième tour et de la future majorité gouvernementale de gauche, si nous nous situons dans le cadre des élections législatives de 1998, leur campagne et leurs résultats. Elles cassent l'idée selon laquelle un accord programmatique est une condition nécessaire du rassemblement du premier tour. Le rassemblement de la gauche alternative autour de la candidature de Roger Mei au premier tour des élections législatives partielles de Gardanne n'était pas un rassemblement dans le cadre d'un accord programmatique entre le PCF, les verts, le MDC et la LCR, c'était un rassemblement dans le cadre d'un accord de répartition des circonscriptions entre ces mêmes organisations politiques, les plus importantes composantes de la gauche alternative.. Si les verts, le MDC et la LCR votent ou ne votent pas pour le candidat du PCF, présentent ou ne présentent pas un candidat au premier tour contre le candidat du PCF, ce n'est pas en raison de la présence ou de l'absence d'un accord programmatique entre le PCF et les autres composantes de la gauche alternative. C'est vrai pour les relations entre le PCF et les autres composantes de la gauche alternative au premier tour, c'est vrai pour les relations entre le parti socialiste et le parti communiste français au deuxième tour, ce sera vrai pour la composition du futur gouvernement de gauche. Les dirigeants nationaux du parti socialiste seront les .../...

▲ LES LEÇONS DE GARDANNE

suite

candidats uniques de toute la gauche au premier ou au deuxième tour, Chevènement à Belfort, Sarre dans le onzième arrondissement de Paris, Brard à Montreuil, Ralite à Aubervilliers, et la citation de dizaines d'autres cas prendrait autant de temps et d'espace supplémentaires, seront les candidats uniques de toute la gauche au premier ou au deuxième tour. Toutes les discussions entre le parti socialiste, le parti communiste français et la gauche alternative ne sont pas des discussions programmatiques, ce sont des discussions relatives à des accords de répartition des circonscriptions. La seule discussion programmatique depuis 1981 en France, sinon depuis 1917 à l'échelle internationale, ce n'est plus une discussion relative à des promesses électorales, c'est la discussion relative à l'action gouvernementale, que font nos ministres, que ferions nous si nous étions ministres, quelle serait la véritable politique de gauche d'un véritable gouvernement de gauche. C'est la raison pour laquelle la gauche gagne les élections, c'est aussi la raison pour laquelle elle les perd. □

Notre camarade Jean Sanchez nous communique le texte fondateur du "Comité de Vigilance pour une paix réelle au Moyen-Orient" et nous propose d'ouvrir le débat sur ce sujet dans les colonnes de "Rassembler à Gauche". A vos plumes...

■ Texte fondateur

Fruit d'un demi-siècle d'ambiguïté diplomatique, d'évaluations erronées et de violence impunies, la situation des peuples du Moyen-Orient est dramatique. Au-delà de la crise des rapports israélo-palestiniens, toujours centrale, d'autres pays voisins sont fortement menacés. De fait, la Méditerranée tout entière est mise en danger. En France, l'opinion est soumise à une intimidation intellectuelle d'un rare acharnement, notamment de la part des médias. Les droits civiques et politiques arabes y sont relativisés jusqu'au mépris. Les agissements d'Israël, dans la poursuite d'objectifs contraires au droit des gens, aux décisions des Nations Unies et à ses propres engagements, passent pour légitimes et excusables.

En plaçant Israël au-dessus des obligations du droit international, en assurant à ses manquements une impunité sans analogue, la communauté internationale se met dans l'impossibilité d'oeuvrer efficacement en faveur de la paix. Or, dénoncer l'impunité de l'état d'Israël et ses justifications politiques fallacieuses, appliquer les critères du droit commun au jugement de sa politique, c'est non seulement servir la paix, mais rendre justice aux peuples arabes et faire honneur aux citoyens israéliens.

Dans le respect de la diversité de nos opinions politiques, philosophiques et religieuses, la démarche de notre comité entend se fonder sur une triple détermination de principe : démocratie, laïque et rigoureusement attachée à la Déclaration Universelle des Droits. C'est pourquoi, tout en condamnant les horreurs du génocide nazi, nous refusons la sacralisation de l'Etat juif, sur fond de culpabilité et de chantage systématiques à l'antisémitisme. Nous refusons les disputes théologiques ou confessionnelles qui tendent à peser sur les rapports de force politiques et à alimenter les divers intégrismes et communautarismes en compétition. .../...

COURRIER DES LECTEURS - COURRIER

DE GARDANNE AUX RUES DE PARIS...

par Hervé Le Fiblec, militant du MDC de l'Oise.

De Gardanne aux rues de Paris, c'est le rejet d'une certaine forme de social-démocratie qui s'est manifesté ces derniers jours en France.

Dans la 10ème circonscription des Bouches-du-Rhône, que l'on croyait colonisée par Tapie, l'élection partielle des 13 et 20 Octobre a montré que le meilleur rempart à la montée du fascisme, c'est une gauche qui ressemble à la gauche. Car, si la dynamique unitaire autour du candidat du PCF a généré un vote d'adhésion certain, pour beaucoup, voter Meï, c'était ne pas voter Kouchner.

L'ancien ministre de François Mitterrand, qui n'a jamais eu, en guise de credo politique, que le sentiment que la fin du communisme soviétique était le signe du ralliement au capitalisme libéral, se présentait pour la deuxième fois à une législative. Et pour la deuxième fois, il a dû céder la pas à gauche à un candidat communiste.

On peut penser ce que l'on veut de Bernard Kouchner, en tant qu'homme. Le fait est qu'il est une figure emblématique de la dérive gestionnaire et maastrichtienne du PS.

Une des vedettes de ces gouvernements "show-biz" qui, de 1988 à 1993, ont largement contribué à détourner l'électorat populaire de la gauche, à préparer la victoire électorale de la droite, et à faire le lit du FN.

C'est le même type de dérive qui a été condamné par les manifestants parisiens du 17 Octobre, conspuant Nicole Notat. Il est bien évidemment regrettable que ceux-ci en soient arrivés à une agression physique qui ne les honore pas, et qui décrédibilise leur message. Mais les réactions des directions de la CGT et de FO, plutôt mesurées, témoignent du fait que ce rejet, au travers de la personne de Notat, de la ligne d'accompagnement de la politique gouvernementale qui est désormais celle de la CFDT, est largement partagé à la base. Le seul soutien ostensible dont a bénéficié la secrétaire générale de la CFDT après ces incidents est d'ailleurs celui de Jacques Barrot, le ministre des affaires sociales.

Là aussi, ce qui est condamné, c'est le renoncement donné comme ligne de conduite aux travailleurs ; c'est « l'horizon indépassable » du capitalisme maastrichtien posé comme dogme.

Cependant, ce rejet n'a actuellement que peu de chances de se concrétiser politiquement. L'absence d'une force politique, quelque soit sa configuration, qui puisse contrebalancer la gauche maastrichtienne, est un premier obstacle.

Mais, l'absence d'un véritable projet politique alternatif à la gestion au jour le jour d'un libéralisme "soft" en est un autre, sans doute bien plus important, et largement sous-estimé. La nécessité d'une autre politique n'est pas une découverte. Dès 1988, autour de la candidature de Pierre Juquin, qui réclamait « une nouvelle politique de gauche », elle s'est affirmée. Force est de constater que, vraisemblablement, en 1998, dix ans plus tard, rien n'aura avancé, si ce n'est que, peut-être, la gauche aura achevé son cycle de décomposition pour entamer une recomposition salutaire.

On peut considérer qu'une telle recomposition est la condition sine qua non pour passer du rejet au projet. Mais il ne faudrait pas que la recomposition devienne elle-même le projet, car, accomplie, elle ne serait dès lors qu'une coquille vide, - une de plus. □

COURRIER DES LECTEURS - COURRIER

■ Texte fondateur du CVPRMO

suite

Nous dénonçons l'attitude des puissances "occidentales" et leur inféodation aux intérêts de l'hégémonie des Etats-Unis dans la région.

En conséquence le Comité se donne pour tâche d'agir sur l'opinion par tout moyen approprié pour :

- Soustraire les analyses du contentieux israélo-arabe aux brouillages bibliques et à l'instrumentation du génocide.

- Dénoncer le lien de subordination réciproque israélo-américain, et les immunités exorbitantes qui en découlent au bénéfice d'Israël.

- Résister à l'intimidation médiatique, au chantage à l'antisémitisme et à la désinformation en faisant en particulier connaître la situation quasi concentrationnaire du peuple palestinien, victime de dispositifs d'apartheid et exposé à des spoliations de toutes sortes.

- Favoriser un traitement diplomatique du contentieux israélo-arabe basé sur le droit commun des relations internationales, l'application des résolutions des Nations Unies et le respect des engagements internationaux pris notamment en faveur de l'Autorité palestinienne.

- Favoriser l'expression des courants de progrès existant tant dans les pays arabes qu'en Israël et encourager dans toute la région la restauration des souverainetés populaires authentiques, respectueuses des règles démocratiques.

- Montrer qu'une paix réelle assurant la justice et le respect de l'autre garantirait la sécurité d'Israël et de ses voisins plus que le recours aux armes, fussent-elles nucléaires.

En agissant de la sorte, le Comité de Vigilance est convaincu d'apporter sa contribution à l'avènement d'une paix réelle et durable au Moyen-Orient, fondée sur des accords respectueux des décisions des Nations Unies, librement négociés, démocratiquement ratifiés et internationalement garantis.

Administrateurs provisoires :

Georges Labica, Louis-Jean Duclos, Ivan Ekland, Beri'a Adli-Bloch.

Pour tout renseignement, contacter Jean Sanchez au 01.69.04.50.98. □

Le nerf de la Guerre

La Rédaction remercie tous les lecteurs qui ont répondu à notre appel.

Il reste encore 8 500 F de déficit
A vos chèques !

Merci

INFO - INFO - INFO - INFO - INFO - INFO

XII^e CONGRÈS DE LA LCR : UN NOUVEAU SOUFFLE !

par David Bodet

La LCR vient de tenir son XII^e congrès à Aubervilliers du 8 au 11 novembre en présence de plus de 150 délégués et de nombreux invités (AREV, MDC, PCF, PS, Verts, RAG, LO, LDH, Sans-papiers, MRAP...). Il s'agissait tout à la fois pour ses militants, de répondre aux aspirations des salariés et de la jeunesse exprimées lors des grèves de novembre-décembre 1995, de bâtir une alternative de gauche à l'ultra-libéralisme du gouvernement Juppé et d'empêcher par tous les moyens que le FN et ses idées se retrouvent à court terme au pouvoir. Trois jours de débats et d'échanges ont permis de préparer la LCR aux prochaines échéances.

Le texte majoritaire, qui a recueilli 66% des voix, contre 16% et 19% pour les deux minorités, défend la perspective d'une nouvelle entente de la gauche en vue des législatives de 1998 (où la Ligue sera présente) qui se donne trois objectifs ambitieux : rassembler toute la gauche dans un souci d'efficacité contre une droite agressive qui aggrave les conditions de vie de millions de personnes, débattre des revendications qui permettraient d'élaborer une véritable alternative à gauche et d'éviter de refaire la politique catastrophique menée par les différents gouvernements de gauche depuis 1981 et enfin permettre au mouvement social de devenir l'acteur d'un véritable changement de politique dans ce pays et pas simplement d'une alternance sans contrôle démocratique sur les élus.

C'est cette démarche que la LCR propose, dans un appel, à tous ceux, partis, syndicats, associations, simples citoyens, qui souhaitent mettre un terme au chômage, à la précarité, à la destruction des services publics, à la misère, au racisme, autant de raisons qui devraient nous motiver à réagir sans tarder. Mais la gauche ne peut se contenter ni de rejeter la politique actuelle sans en offrir une autre, ni d'aménager le libéralisme avec un peu plus de "social" comme l'affirme Jospin. Pour cela, la LCR soumet au débat 10 propositions pour un vrai changement, parmi lesquelles la réduction par une loi-cadre du temps de travail à 32 heures sans perte de salaire avec contrôle des embauches correspondantes, une augmentation générale des salaires, la rupture avec les critères de Maastricht et la construction d'une véritable Europe sociale des peuples, ouverte sur le monde ou encore la défense des services publics (éducation, santé, transports, logement), sans oublier l'égalité des droits entre travailleurs français et immigrés qui passe par l'obtention du droit de vote.

Sans cette perspective d'espoir, de nombreux délégués ont insisté sur le risque majeur de voir la situation politique évoluer vers une polarisation entre, d'un côté les tenants du libéralisme, et de l'autre le FN nationaliste et autoritaire. Pour éviter ce drame, il est urgent que la gauche soit elle-même, n'hésite pas à défendre ses valeurs et s'appuie résolument sur les mouvements sociaux récents. C'est ce qu'entend faire la LCR dans les prochaines semaines, au coeur de la gauche, avec tous ceux qui le souhaitent, sans exclusive et avec conviction.

Dans le même temps, les délégués se sont prononcés majoritairement pour ouvrir plus largement la Ligue sur l'extérieur en apportant les modifications nécessaires en ce sens dans le fonctionnement de l'organisation et en entamant la discussion sur son changement de nom qui pourrait avoir lieu lors d'un congrès extraordinaire dans les 12 mois à venir. Un congrès de changements donc, qui doit permettre à la LCR d'élargir son audience, de s'inscrire dans les débats de la gauche et de jouer un rôle dynamique dans la construction d'une nouvelle force anticapitaliste, démocratique et socialiste. A suivre... □

INFO - INFO - INFO - INFO - INFO - INFO

QUELLES SONT LES CONDITIONS POLITIQUES POUR ALLER VERS UN VRAI CHANGEMENT DE SOCIÉTÉ ? QUE FERONS NOUS EN 1998 ?

par Sylvie Mayer

Deux questions auxquelles le projet de document soumis aux communistes tentent d'apporter réponse, en pointant le débat qui existe au sein du parti. Nous considérons que deux conditions doivent être remplies :

- que le peuple participe pleinement à la construction en faisant connaître ses exigences aux forces de gauche ;
- que le changement ne sera effectif que s'il est le fruit d'un rassemblement majoritaire, donc d'une union de toutes les forces de gauche, respectant le pluralisme, refusant l'hégémonie et les exclusions. Nous ajoutons que la construction d'un tel mouvement peut bénéficier de toutes les initiatives, de toutes les dynamiques sur des thèmes divers, mais que les rencontres et débats de sommet ne pourront remplacer le renforcement de la citoyenneté pour que les aspirations deviennent la base des futurs accords entre formations politiques.

Nous précisons ce que nous voulons faire en 1998, et cette question occupe une part importante de la discussion de congrès. L'opinion la plus fréquente est que la question de la présence au

gouvernement est indissociable de la réponse à la question "pour faire quoi ?". Il y a également nécessité de voir que l'objectif stratégique de changement de société n'est subordonné aux échéances électorales, même si on peut compter sur le PC pour tout mettre en oeuvre pour battre la droite et pour contribuer à ce que les conditions soient créées pour une construction alternative. Celle-ci devra comporter des mesures significatives sociales, économiques, pour l'emploi contre les inégalités, en rupture avec l'ultracapitalisme régnant. Il nous semble que ces conditions indispensables seront d'autant mieux remplies que le PCF qui les défend aura repris des forces, regagné en influence.

Des camarades de "Rassembler à Gauche" ont proposé un texte à notre signature. Il propose que l'on se rassemble dès le premier tour autour d'un camarade commun. Dreux vient de faire la démonstration que cela ne peut malheureusement suffire si une réelle volonté de changements alternatifs n'y préside pas et que les citoyens n'y ont pas été préparés par des pratiques constantes de terrain des candidats.

Gardanne n'est pas non plus un modèle : ce n'est pas une décision d'union de quelques forces politiques qui a fait la victoire de Roger Mei, mais la reconnaissance par toute une population, par des forces de gauche, y compris des maires socialistes de la circonscription de sa pratique de gauche et de l'accord entre ses actes et ses déclarations d'exigences véritablement alternatives. Cette dynamique d'union ne s'est pas décidée au sommet, elle n'a pas eu lieu contre un parti de gauche mais contre la droite et l'extrême droite. Le contenu anti-maastrichien des propositions (par exemple la défense de la mine) a consolidé encore le vote pour un candidat communiste.

Le MDC, les Verts, le PCF, le PS, déclarent vouloir présenter des candidats de leur formation au premier tour dans toutes les circonscriptions. Des débats existent sur le fond entre toutes ces formations. Ils doivent pouvoir s'exprimer, les électeurs doivent pouvoir montrer quels sont leurs choix politiques. N'est-ce pas la meilleure garantie de pluralisme à gauche et de dynamique de rassemblement pour le deuxième tour ?

Réaction à chaud : PLUTOT GARDANNE QUE DREUX!

par Michel Galin

Les beaux esprits vont s'étouffer : comparer l'incomparable...vous savez bien mon cher, les situations locales...Et ce n'était pas le même type d'élection...

Et bien si ! Comparons dans les limites possibles. Dans un cas la Gauche a progressé, dans l'autre elle a reculé. Et celle qui a progressé a gagné. Sans s'attacher au résultat final, pour important qu'il soit, l'évolution électorale dans chaque cas est bien due à la stratégie mise en oeuvre localement.

A Dreux, une liste d'union de la Gauche incluant des "personnalités" centristes a mené une campagne essentiellement dénonciatrice du Front National. Cette stratégie a profité au Maire RPR pour 2 raisons qui sont liées :

- L'unique objectif étant d'empêcher le Front National de gagner la Mairie certains électeurs ont donc préféré voter dès le premier tour pour le Maire sortant, nouvel avatar de vote utile.
- Et comme dans une telle campagne, des propositions alternatives ne sont pas popularisées, la différence

entre la gauche et la droite n'est pas nette; et l'idée de voter pour celui qui semble le plus à même de battre l'extrême droite est renforcée.

Il est hors de question ici d'expliquer qu'il ne faut pas combattre le Front National. Mais les discours moraux et incantatoires ainsi que les alliances sans rivages ont déjà fait preuve de leur inefficacité. Le vote Front National, faut-il encore le répéter, se développe sur le terrain de la crise sociale. Parce que l'extrême droite se prétend la seule alternative, c'est en se rassemblant pour affirmer une autre alternative que la Gauche lui dispute le terrain et qu'elle la fait reculer, comme à Gardanne. □

Note : je n'aborde pas la question du second tour, je suis loin d'être convaincu par les désistements revendiqués ou non. Cela nécessiterait un débat et les délais de bouclage du bulletin ne me permettent pas de le lancer.